

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales Charles Akande, rédacteur

Les États-Unis s'opposent à l'ébauche de la déclaration ministérielle

Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Roberto Azevêdo, a organisé une réunion de dernière minute avec les chefs de délégation le 22 novembre en soirée pour discuter des chances de s'entendre sur une déclaration ministérielle avant que les Membres quittent Genève pour se rendre à la Conférence ministérielle (CM11) à Buenos Aires, en Argentine.

L'objectif était d'éviter de répéter ce qui s'était passé à Nairobi, au Kenya, au moment de la CM10 en 2015, alors que les Membres n'avaient pas été en mesure de s'entendre sur une ébauche de document à Genève, laissant aux ministres la tâche de gérer tout le travail à Nairobi.

Lors de la rencontre, une source a affirmé que les États-Unis ont refusé de convenir d'une déclaration qui appellerait à un renouvellement du soutien envers le système commercial multilatéral (SCM), dont le développement est un élément central. Les États-Unis ont déclaré à plusieurs reprises que l'OMC n'est pas avantageuse pour eux et que certains changements au fonctionnement de l'organisation sont nécessaires.

« C'est un enjeu qui sera maintenant examiné par les ministres à Buenos Aires », a affirmé le porte-parole de l'OMC, Keith Rockwell.

Une réunion du Conseil général est prévue le 1^{er} décembre.

Pourparlers sur l'agriculture

Entre-temps, le groupe de négociation sur l'agriculture a poursuivi son travail. Le groupe a tenu une réunion

ouverte informelle le 27 novembre, avant la réunion du Conseil général, pour faire le point sur les progrès réalisés jusqu'à présent sur les enjeux qui doivent être présentés à Buenos Aires.

Le président du groupe de négociation, l'ambassadeur du Kenya Stephen Ndung'u Karau, a souligné que parmi les huit sujets examinés¹ pour la CM11, les sujets les plus près d'une décision sont la détention de stocks publics (DSP) à des fins de sécurité alimentaire et les interdictions et restrictions d'exportation.

Il a ajouté qu'une décision pourrait également être prise eu égard au coton à la CM11. Or, entre-temps, en ce qui concerne le soutien interne, étant donné les divergences d'opinions actuelles sur l'enjeu, le président a recommandé aux délégués de viser un résultat limité qui pourrait prendre la forme à la fois d'une décision (quoique limitée) et d'un programme de travail de l'après CM11. Il en va de même pour le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS), dont les discussions sont demeurées jusqu'à présent unilatérales.

Soutien interne

Même s'il y a eu de nombreuses propositions sur cet enjeu, les positions des Membres clés n'ont pas évolué, ce qui a mené certains pays comme l'Australie et le Canada à suggérer que les Membres quittent la CM11 en ayant inscrit, à tout le moins, le concept des limites globales sur le soutien interne comme étant la prochaine étape pour orienter les négociations futures. D'autres, comme le Brésil, ont

¹Détention de stocks publics (DSP) à des fins de sécurité alimentaire; soutien interne; coton; accès aux marchés, incluant la sauvegarde spéciale (SGS) pour l'agriculture; mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS); interdictions ou restrictions d'exportation; concurrence à l'exportation et mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)

déclaré que puisqu'il devient complexe de parvenir à un résultat modeste sur le soutien interne et le coton, il sera difficile de convenir d'un résultat sur la DSP sur une base autonome.

Les États-Unis ont affirmé qu'ils demeurent convaincus que les Membres ne seront pas en mesure de s'entendre sur le soutien interne et réitèrent le besoin d'avoir des avis à jour afin de « définir clairement les problèmes auxquels nous sommes confrontés ». Les États-Unis ont ajouté que les Membres devraient être prudents et éviter d'inclure toute négociation complexe dans un programme de travail futur, car cela pourrait mener à des « divergences importantes qu'il sera impossible de surmonter ». L'Inde et la Chine ont répété leur désir de se concentrer uniquement sur la mesure globale de soutien (MGS), mais l'Inde souhaite également explorer l'idée d'assujettir la catégorie verte à des disciplines (une subvention qui n'a pas d'effets de distorsion des échanges, ou qui cause tout au plus une distorsion minime).

« À moins de voir des efforts résolus de la part des Membres pour rapprocher leurs positions au cours des prochains jours, je prévois recommander aux Membres de préparer un résultat limité qui

comprendrait possiblement une décision sur certains principes de base et un programme de travail pour guider les négociations après la CM11 », a déclaré M. Karau.

Accès aux marchés

Les efforts récents ont été orientés vers l'atteinte d'un accord sur un programme de travail pour la poursuite des réformes sur l'accès aux marchés. M. Karau a affirmé que la proposition de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Paraguay, de la Thaïlande et de l'Uruguay sur ce pilier pourrait former la base d'un tel accord pour guider les négociations après la CM11. Cela étant dit, certains Membres comme la Suisse et le groupe africain ont mentionné que les pourparlers futurs sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles doivent être liés aux autres négociations sur l'accès aux marchés, comme l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et l'accès aux marchés des services.

L'ambassadeur Karau organisera une dernière réunion informelle le 4 décembre pour émettre ses recommandations finales aux Membres, qui les présenteront à leurs ministres aux fins de négociation à Buenos Aires.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

